

**SUEUR (Jean-Pierre)**

Député du Loiret  
(1<sup>re</sup> circonscription)  
Socialiste

S'inscrit au groupe socialiste [J.O. du 1<sup>er</sup> avril 1984] (p. 1029).

**MINIATIONS**

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 3 avril 1984] (p. 1036).

Fin, le 23 mars 1984, de sa mission temporaire auprès du secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale chargé des personnes âgées [2 avril 1984] (p. 1052).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne (n° 2006) [J.O. du 8 avril 1984] (p. 1102).

Démissionne de cette commission [J.O. du 11 avril 1984] (p. 1126).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen du projet de loi relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501) [J.O. du 15 juin 1984] (p. 1849).

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347) (recherche et technologie) [J.O. du 10 octobre 1984] (p. 3156).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire constituée pour l'examen de la proposition de loi complétant la loi n° 84-743 du 1<sup>er</sup> août 1984 relative à l'exploitation des services de radio-télévision mis à la disposition du public sur un réseau câblé (n° 2344) [J.O. du 1<sup>er</sup> novembre 1984] (p. 3416).

**DEPOTS**

Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le **projet de loi de finances pour 1985** (n° 2347), tome XI : **recherche et technologie** (n° 2366) [10 octobre 1984].

**QUESTIONS****au Gouvernement :**

— **Augmentation des revenus des entreprises françaises** : excédent brut d'exploitation ; récapitulation des mesures prises ; investissements [27 juin 1984] (p. 3744) ;

— **I.N.S.E.R.M.** : nécessité pour cet institut de remplir des fonctions de formation et de valorisation de la recherche ; dispositions prises en faveur de sa réforme [21 novembre 1984] (p. 6229) ;

**orale sans débat :**

— n° 687, posée le 26 juin 1984 : **agriculture (exploitants agricoles)** (p. 3727) ; appelée le 29 juin 1984 : **difficultés financières des jeunes horticulteurs et maraîchers** : dotation aux jeunes agriculteurs ; prise en compte des serres dans les C.O.D.E.V.I. ; adaptation des aides octroyées (p. 3870) ; exploitation de la géothermie (p. 3871).

**INTERVENTIONS**

— **Projets de loi relatifs au règlement judiciaire (n° 1578) et aux administrateurs judiciaires, mandataires-liquidateurs et experts en diagnostic d'entreprise (n° 1579).**

*Première lecture, discussion générale commune* : projets de réforme pendant les deux précédentes législatures ; augmentation du nombre des faillites depuis dix ans ; fonctions de syndic ; loi de 1967 ; intérêt des créanciers ; pratiques de certains syndics ; ouverture de la correspondance personnelle du débiteur [5 avril 1984] (p. 1200) ; refus d'information de ce dernier ; différence de rémunération du syndic en cas de liquidation et en cas de poursuite de l'activité ; exercice des fonctions de syndic à titre accessoire ; quasi-inexistence pratique des contrôles pesant sur les syndics ; rôle des Parquets ; séparation de la profession d'administrateur judiciaire de celle de mandataire-liquidateur ; réorganisation de la profession ; surcharge de certains syndics ; recrutement de la profession (p. 1201-1202).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives (n° 1501).**

*Première lecture, discussion générale* : nécessité de moraliser la gestion des clubs sportifs professionnels ; développement de la vie associative ; octroi des subventions publiques ; loi de 1975 ; sport de haut niveau ; statut actuel ne favorisant pas

l'exercice d'une responsabilité financière ; statut de l'association ; mise en place d'un type de société nouvelle ; actions de ces sociétés revêtant une forme nominative ; problème des liens entre l'argent et le sport [11 avril 1984] (p. 1493-1494-1495).

*Discussion des articles* : **article 9** : récuse l'analyse de M. Jean-Pierre Soisson selon laquelle le ministre des sports « impose » son texte à la majorité [12 avril 1984] (p. 1535) ; possibilité pour les clubs de se constituer en société tout en restant des associés ; mise en règlement judiciaire de certains clubs professionnels de football ; situation de certaines sociétés à caractère sportif constituant des sociétés de fait ; loi de 1901 (p. 1536) ; **son rappel au règlement** : détournement de la procédure du rappel au règlement par M. Jean-Pierre Soisson (p. 1542) ; **article 11** : liens entre la société à objet sportif et l'association ; respect de la vie associative (p. 1545) ; **après l'article 36** : nécessité de laisser les Français participer à des concours de pronostics ; nécessité du jeu [13 avril 1984] (p. 1629).

— **Projet de loi relatif à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale (n° 1986).**

*Première lecture, discussion générale* : moyens de formation ; établissement des plans de formation ; rôle du niveau régional [17 avril 1984] (p. 1646) ; formation permanente ; responsabilité de la formation appartenant au centre régional ou au centre national de formation ; revalorisation du sort des personnels des collectivités locales ; reclassement ; centre national de formation des personnels (p. 1647).

— **Projet de loi sur le développement de l'initiative économique (n° 2002).**

*Première lecture, discussion générale* : pôles de conversion ; rapports existant entre le mouvement socialiste et le concept d'entreprise ; partage des revenus du travail [2 mai 1984] (p. 2051) ; nationalisations ; responsabilité (p. 2052).

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'usage vétérinaire de substances anabolisantes et à l'interdiction de diverses autres substances (n° 2036).**

*Première lecture, discussion générale* : pharmacie vétérinaire ; loi de 1975 ; utilisation frauduleuse des substances prohibées ; boycottage du veau en 1980 [11 mai 1984] (p. 2261) ; interdiction totale de la commercialisation et de l'usage des produits considérés comme nocifs ; existence de trois expertises ; motifs économiques pouvant plaider en faveur de l'instauration d'une période transitoire ; renforcement des sanctions ; association des consommateurs à la procédure de l'autorisation de mise en marché ; utilisations frauduleuses ; vote positif du groupe socialiste (p. 2262).

**Son rappel au règlement** : détournement de la procédure de rappel au règlement par M. Alain Madelin ; procès d'intention au Gouvernement de la part de celui-ci [29 juin 1984] (p. 3882).

— **Discussion de la motion de censure déposée par MM. Jean-Claude Gaudin et Claude Labbé.**

*Explications de vote* : stratégie de l'opposition visant à créer « une guérilla parlementaire » ; attitude de l'opposition vis-à-vis de M. Jean-Marie Le Pen ; absence de projet alternatif à présenter au pays ; action du Gouvernement ; baisse de l'inflation ; augmentation de l'excédent brut d'exploitation ; épargne des entreprises [10 juillet 1984] (p. 4139) ; mesures de ce texte existantes dans plusieurs pays étrangers ; décentralisation ; libertés économiques ; titularisation des maîtres ; indique qu'il a cité à plusieurs manifestants du 24 juin des propos de M. Michel Debré ; hostilité de ceux-ci à ces propos ; vote hostile du groupe socialiste à cette motion de censure (p. 4140).

— **Projet de loi relatif à l'intervention des organismes débiteurs des prestations familiales pour le recouvrement des créances alimentaires impayées (n° 2308).**

*Première lecture, discussion générale* : création d'un fonds de garantie des pensions alimentaires ; réduction des inégalités dont sont victimes certaines catégories de femmes ; responsabilité du parent défaillant ; expérience des bureaux pilotes ; personnel et missions de ces bureaux ; droits de l'enfant [2 octobre 1984] (n. 4450)

— **Projet de loi relatif au règlement judiciaire (n° 1578).**

*Deuxième lecture, discussion générale :* modernisation ; redressement judiciaire ; sauvetage des entreprises ; adaptation du droit à la diversité des situations [15 octobre 1984] (p. 4683) ; absence de distinction entre deux procédures de déclenchement de la procédure simplifiée ; période d'observation ; innovation en matière de sanctions et de banqueroute ; nouvelle conception de l'entreprise ; représentant des cadres ; statut de l'administrateur ; location-gérance ; problème des créances nées après le jugement d'ouverture (p. 4684).

— **Projet de loi de finances pour 1985 (n° 2347).**

*Première lecture, deuxième partie :*

**Jeunesse et sports.** — *Discussion générale :* questions : problèmes de l'emploi ; rôle des associations ; travaux d'utilité collective ; insertion professionnelle [23 octobre 1984] (p. 5105).

**Anciens combattants et victimes et guerre.** — *Discussion générale :* questions : rattrapage du rapport constant ; retard des pensions sur le salaire des fonctionnaires [24 octobre 1984] (p. 5123).

**Commerce, artisanat et tourisme.** — *Discussion générale :* questions : avenir de la loi Royer ; règles applicables à l'urbanisme commercial ; problème des seuils [24 octobre 1984] (p. 5169).

**Budget annexe des postes et télécommunications.** — *Discussion générale :* absence de privilège des fonctionnaires des P.T.T. ; avenir des centres de chèques postaux ; nécessité d'y développer une politique commerciale dynamique ; rôle de la carte à puce ; mise en place d'un établissement autonome de la poste [29 octobre 1984] (p. 5323-5324).

**Recherche et technologie.** — *Discussion générale, Rapporteur pour avis :* augmentation de l'effort de recherche ; créations d'emplois ; statut des personnels de recherche [5 novembre 1984] (p. 5497) ; financement de la recherche en entreprise ; cas des industries agro-alimentaires ; répartition des attributions entre le ministère de la recherche d'une part, celui du redéploiement industriel et du commerce extérieur et celui des P.T.T. d'autre part ; cas des programmes mobilisateurs de l'électronique ; incitation des organismes de recherche à emprunter auprès des banques ; opération de la Villette ; politique de mobilité de l'emploi ; bilan de l'Europe scientifique ; nécessité d'investissements européens dans la recherche (p. 5498) ; nécessité d'un grand débat rassemblant la communauté scientifique et l'ensemble des partenaires concernés (p. 5499).

**Techniques de la communication.** — *Discussion générale :* rappel de l'attitude de l'opposition en matière audiovisuelle ; rôle des radios locales privées dans la création d'emplois ; bilan de l'effort de ces radios ; part des radios associatives par rapport aux radios revêtant la forme d'une société ; moyens mis à la disposition du service public pour supporter la concurrence des radios locales [7 novembre 1984] (p. 5643).

**Education nationale.** — *Discussion générale :* rôle et fonction de l'école ; problème de l'opposition entre instruction et éducation ; efforts en vue de la rénovation de l'enseignement du premier degré des collèges et des lycées [12 novembre 1984] (p. 5885-5886).

**Affaires sociales et solidarité nationale.** — *Discussion générale :* mise en place d'une mission permanente de lutte contre la toxicomanie ; augmentation de la dotation pour la lutte contre ce fléau ; cas d'une association d'accueil des jeunes toxicomanes à Orléans ; renforcement des actions de lutte par la répression et la prévention [13 novembre 1984] (p. 5962) ; création de structures de soins, d'accueil et de réinsertion (p. 5963).